

# Réponse à la consultation publique de la CRE n°2019-014 du 23 juillet 2019 relative aux prochains tarifs d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel de Storengy, Teréga et Géométhane

L'efficacité des solutions proposées par l'industrie gazière dans leur contribution à la transition énergétique et aux efforts de réduction des gaz à effet de serre tant en France qu'au-delà des frontières peut apporter des résultats décisifs dans la lutte contre le changement climatique.

L'AFG fait observer que le stockage fait partie des infrastructures qui nécessitent des moyens conséquents pour mettre à niveau des installations et les propositions de modulation de la régulation proposée ne confère pas de la stabilité au système.

Les enjeux sont majeurs pour l'avenir des infrastructures de gaz dans un contexte de réduction des consommations de gaz nécessitant une maîtrise accrue des coûts et une allocation ajustée des investissements à la sécurité et à l'intégration des gaz renouvelables. L'innovation est essentielle pour assurer le développement de tous ces nouveaux gaz.

Les moyens alloués aux adaptations des réseaux conditionnent la contribution de l'industrie gazière à l'atteinte de la neutralité carbone. A ce titre, le haut de la fourchette de rémunération proposée par la CRE ne peut être qu'un minimum.

La filière gaz est consciente de l'équation à trouver pour le long terme à savoir l'équilibre entre un développement des réseaux et l'intérêt des consommateurs à long terme. La compétitivité du gaz à préserver s'inscrit de plus en plus dans un contexte où les risques sont de plus en plus forts.

## Question 1 Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?

L'AFG est défavorable.

L'AFG s'interroge sur cette novation qui est de nature à générer complexité et absence de lisibilité.

La complexité apportée par ce dispositif et les coûts associés à cette complexité sont-ils en rapport avec le gain espéré ?

En l'absence de réponse claire sur ce point, l'AFG n'est pas favorable à cette différenciation de rémunération des actifs.

## Question 2 Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

L'AFG est défavorable à cette proposition

L'AFG prend note du souhait de la CRE de faire bénéficier les consommateurs des éventuelles plus-values réalisées par les opérateurs sur les produits de cession via la mise au CRCP.

La mise en œuvre opérationnelle doit néanmoins être explicitée : en particulier, comment calculer la plus-value ?

Nous rappelons que les produits de cession sont déjà déduits dans la couverture des coûts échoués. Il ne s'agirait donc pas de les compter deux fois. L'AFG s'interroge sur la prise en compte des moins-values.

L'AFG estime que les enjeux financiers sont faibles au regard de la complexité introduite par ce mécanisme.

### **Question 3 Etes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?**

L'AFG rappelle que la régulation des stockages est récente et nécessite encore un cadre stable. Tout changement trop rapide n'est pas de nature à apporter de la stabilité et de la visibilité.

Pour les sites sous cocon la question de la couverture des coûts de démantèlement se pose : bien qu'en exploitation réduite, ces sites étaient intégrés à la liste des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel nécessaires à la sécurité d'approvisionnement en France telle que définie par la PPE, et en ont été retirés par Arrêté le 26 décembre 2018.

Pour les sites en exploitation au sein du périmètre régulé, les modalités de prise en compte des coûts de démantèlement pourraient être discutées. Cependant le schéma de couverture des provisions proposé par la CRE pose des problèmes de complexité et de mise en œuvre à gérer d'ici la mise en place de l'ATS2.

### **Question 4 Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

L'AFG est favorable au calendrier proposé par la CRE ainsi qu'aux principes d'évolution tarifaires envisagés.

### **Question 5 Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

La position de l'AFG est nuancée : si elle est globalement favorable, elle porte la voix de certains adhérents qui souhaitent que le périmètre soit élargi à d'autres postes de charges – SI notamment-pour avoir un traitement équivalent entre opérateurs mais pour autant sans aller à une incitation complète.

L'AFG appelle à des dispositions qui ne fragilisent pas les gestionnaires de stockage.

---

**Question 6 Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

L'AFG est favorable à la proposition qui peut être considérée comme un ajustement de paramètre.

Pour autant, l'AFG rappelle que les coûts de réalisation d'un projet peuvent varier significativement en fonction d'impondérables difficilement prévisibles lors des études.

**Question 7 Etes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

L'AFG est favorable à la simplification du dispositif de régulation incitative.

L'AFG propose une incitation financière sur la disponibilité des sites et le respect des programmes de maintenance.

**Question 8 Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 0,5 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?**

L'AFG est favorable au principe du mécanisme d'incitation symétrique mais avec un bonus/malus de +/- 1% tel que proposé par la CRE.

L'incitation à la performance commerciale est de nature à favoriser une adéquation entre l'offre et les attentes du marché.

L'AFG rappelle toutefois que la régulation incitative doit porter sur des charges prévisibles et maîtrisables. Elle appelle à vérifier que les produits tels que définis sont effectivement maîtrisables par les opérateurs. Les stockages salins et aquifères sont-ils incités de manière équivalente ? Les bonus ou malus dépendent-ils de la valeur extrinsèque (captage de la volatilité) qui n'est pas aux mains des opérateurs de stockage ?

**Question 9 Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non-disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?**

L'AFG est favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage.

Cette mesure est juste et bonne pour tous, car elle permet de valoriser les capacités commercialisées au meilleur prix lors des enchères.

**Question 10 Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

L'AFG est favorable à un niveau de transparence plus important ainsi qu'à une consultation des acteurs du marché.

Pour l'AFG, l'innovation et les actions de R&D sont indispensables pour permettre le développement de solutions de gaz renouvelables et bas carbone conformément au cadre de la PPE.

L'AFG fait observer que la proposition entraîne une limitation des moyens alloués à l'innovation et la R&D, et risque de faire manquer une opportunité de développement de filières françaises innovantes. C'est aussi mettre en risque l'équilibre économique des infrastructures de gaz à long terme faute de leur laisser les moyens de s'adapter et de participer à la transition énergétique.

L'AFG demande que la régulation incitative de l'innovation et de la R&D proposée par la CRE n'aboutisse pas à priver les opérateurs de stockage des moyens indispensables et nécessaires à la transition énergétique.

### Question 11 Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?

Les grands principes tarifaires ainsi que la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarifs ATS2 sont satisfaisants.

L'AFG rappelle que le CMPC reflète le niveau de risque pris par les opérateurs. Il ne doit pas être utilisé comme un moyen réduire le niveau des tarifs sans prendre en compte les risques supportés par les industriels. Ces derniers doivent être rémunérés à leur juste valeur.



L'Association Française du Gaz (AFG) est le syndicat professionnel de l'ensemble de l'industrie gazière française. Elle représente l'ensemble des métiers de la chaîne gazière.